

## Introduction

# Les formes d'organisation entrepreneuriale de la production agricole en Amérique latine

Martine Guibert<sup>a</sup>, Ève Anne Bühler<sup>b</sup> et Denis Requier-Desjardins<sup>c</sup>

<sup>a</sup> Géographe, Université de Toulouse – Jean Jaurès (UT2J), LISST - Dynamiques rurales

<sup>b</sup> Géographe, Université Fédérale de Rio de Janeiro - Brésil

<sup>c</sup> Économiste, Université de Toulouse – IEP – LEREPS

---

L'Amérique latine est, depuis une dizaine d'années, le point nodal de multiples changements dans le secteur agricole. L'un des processus les plus marquants est la multiplication des investissements (productifs et/ou spéculatifs) dans le foncier, les matières premières et, plus généralement, dans les actifs agricoles *via* les marchés à terme ou des instruments financiers sophistiqués. Alors que les comportements spéculatifs stimulent des discours alarmants de la part des ONG ou d'une partie des médias, à propos des risques sur les approvisionnements alimentaires ou de l'approfondissement de la concentration économique des ressources rurales, certains investisseurs sont directement engagés dans la production agricole. En associant des stratégies financières et productives, ils participent au développement d'exploitations d'un genre assez nouveau en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, bien qu'un regard historique sur le XIX<sup>e</sup> siècle amènerait à nuancer cette idée de nouveauté, sans nul doute toute relative. Articulées à des impératifs extérieurs au monde rural, les stratégies actuelles s'éloignent cependant de celles liées au capitalisme (post)colonial ou de celui porté une élite sociale aux racines rurales encore fortes. En effet, des fonds d'investissement, des collectifs d'investisseurs « informels », des élites

urbaines, ou encore des entreprises transnationales du secteur agroalimentaire diversifient leurs actifs et introduisent de nouvelles logiques de fonctionnement dans les exploitations agricoles. Les producteurs établis, lorsque capitalisés et technicisés, empruntent pour leur part le chemin de l'efficience économique et financière en revoyant leurs modes de gestion. En outre, les grandes exploitations traditionnelles, pressées par un environnement toujours plus concurrentiel, optent pour une intensification inédite.

Ces changements de pratiques s'accompagnent d'évolutions rapides, et parfois profondes, des formes d'organisation de la production agricole en Amérique latine. Cette région du monde est en effet le lieu privilégié du développement d'unités de production pilotées, moins par des agriculteurs, que par des gestionnaires de ressources (foncier, capital, conseil, travail) ou par des acteurs jusqu'alors peu présents dans le secteur. Elle compte aussi de plus en plus d'exploitations agricoles dont le résultat économique espéré repose sur la diminution des coûts fixes (par exemple, moindre investissement dans le foncier ou le matériel agricole ; rationalisation de la main-d'œuvre) et sur la nécessité de rétribuer les capitaux financiers.

Parallèlement, le secteur agricole traditionnel et les espaces de production évoluent vite. Hormis dans les zones où la paysannerie et les productions vivrières perdurent tant bien que mal et dans celles bénéficiant d'aménités particulières qui les protègent d'une concurrence trop exacerbée, les autres exploitations vivent de profondes mutations. Partie prenante de l'économie de marché, et malgré les particularités locales, elles suivent des trajectoires relativement semblables dans le cadre de la modernisation et de la globalisation agricoles. Leurs traits principaux sont : l'agrandissement et la mécanisation, qui traduisent en retour la concentration des moyens ; la qualification du travail et la montée en compétences des employés ; la spécialisation croissante autour d'un nombre restreint de productions et de produits ; le resserrement des dépendances vis-à-vis des acteurs de l'amont et de l'aval, dans le cadre de la structuration de filières agroalimentaires globales et de la transnationalisation des *global players* ; la standardisation des procédés et des normes, l'ouverture aux capitaux externes.

Théâtre de ces tendances de fond, l'Amérique latine a vu se multiplier diverses formes d'organisation entrepreneuriale de la production agricole, et ce, au-delà des régions traditionnellement mues par des entrepreneurs modernisés et férus d'innovations, telles que les prairies pampéennes argentine et uruguayenne ou des plateaux du Centre-Ouest brésilien. Sur leurs marges, des terres « vierges » sont défrichées, des zones semi-arides mises en culture à grand renfort d'innovations technologiques (semences adaptées, intrants, méthodes culturales, etc.) ou d'installations de systèmes d'irrigation (de plus en plus fréquents en grandes cultures). Les activités extensives préexistantes ou les paysanneries locales se voient repoussées vers d'autres horizons, ou dramatiquement éliminées. Outre les terres à défricher, les structures foncières héritées du passé offrent, elles aussi, en réunissant de vastes superficies d'un seul tenant, des conditions favorables à ces acteurs en quête de plus grande efficience.

Investisseurs extérieurs au monde agricole, insertion dans la logique de l'*agrobusiness*, recherche de l'échelle adéquate de production en regard de la rentabilité (financière) visée : autant d'ingrédients qui redessinent les contours et les modalités de la production agricole. De plus, ces bouleversements transforment aussi l'organisation même des espaces ruraux. Ce dossier thématique sur les « formes d'organisation entrepreneuriale

de la production agricole en Amérique latine » se propose donc de les interroger, tout autant que leurs enjeux et leurs impacts, dans le but de contribuer à mieux connaître les formes renouvelées des agricultures entrepreneuriales. Il s'ajoute à des publications récentes qui abordent indirectement cette catégorie d'agricultures comme, par exemple, l'ouvrage de Bosc P.-M. *et al.*, « Diversité des agricultures familiales », Quae, 2015, ou les dossiers d'articles centrés sur cette thématique : entre autres, le Numéro 33 de 2011 de la Revue *Économie et sociétés*, les Numéros 190 de 2012 et 191 de 2013 de la revue *Études rurales*, la revue *Le Déméter* 2010 ou l'article de Requier-Desjardins D., Guibert M., Bühler E.A., La diversité des formes d'agricultures d'entreprise au prisme des réalités latino-américaines, *Économie Rurale* 344, 2014, 45-60.

Revisitant des questions somme toute assez classiques en sciences humaines et sociales, et en les appliquant à des modalités de production agricole qui interpellent tant par leurs formes que par leurs objectifs, le dossier suit trois axes de réflexion :

1) La caractérisation des formes d'organisation entrepreneuriale des agricultures : quelles sont leurs particularités, comment les définir ? Leurs spécificités se trouvent au niveau de leurs liens avec les acteurs de l'amont et de l'aval des chaînes de valeur, des stratégies de localisation ou bien d'un positionnement donné sur le marché. Elles relèvent surtout de modes optimisés de gestion des actifs et de l'organisation du travail, ou encore des modalités d'utilisation des ressources, dont la terre, perçue et utilisée plus comme un bien marchand que comme un bien patrimonial.

2) Les leviers de leur développement, principalement économiques, techniques et politiques, leur permettant d'accéder aux ressources et aux innovations, et d'assurer la viabilité et la stabilité des entreprises. Ainsi, les questions de l'innovation (technique, organisationnelle, gestionnaire, financière), celles du lien avec les milieux financiers et celles des politiques publiques sont des aspects incontournables, tout autant que les interrogations relatives aux relations avec les acteurs locaux et à leur dimension extra-locale, voire bien souvent internationale.

3) Les liens entre essor des agricultures entrepreneuriales et processus de développement des espaces ruraux. Ces agricultures sont-elles source de développement local et régional ? Qu'en est-il de l'utilisation des bénéfices et des revenus dégagés : y a-t-il des processus d'économie résidentielle inversée ? Quelles relations se dessinent entre espace productif local et centres urbains dédiés aux services à l'agriculture ?

Sans illustrer de manière linéaire ces trois items, leur prise en compte dans les quatre articles qui constituent ce dossier est une façon de poser des jalons sur le chemin d'une compréhension progressive de ce que sont ces agricultures de type entrepreneurial, leurs formes d'organisation et leurs implications locales.

\* Dans leur article, Martine Guibert, Ève Anne Bühler et Denis Requier-Desjardins proposent de réfléchir, depuis la géographie et l'économie, à la place et au rôle des agricultures entrepreneuriales dans le processus d'intégration à la globalisation des espaces ruraux, notamment de ceux dont les ressources locales sont désormais attractives (foncier en particulier). Du fait des stratégies des acteurs de cette agriculture à forts moyens et aux territoires multiples, les relations rural-urbain sont densifiées tout comme les liens entre global et local. Une approche qualitative permet de traiter les données réunies à l'occasion de travaux de terrain menés en Argentine, Brésil et Uruguay. Elle débouche sur une tentative de typologie des acteurs entrepreneuriaux rencontrés, et sur une analyse

des formes d'organisation de leur activité, afin de mieux cerner leur rapport aux espaces ruraux et leur relation au local et au global.

\* En se consacrant aux mutations des modalités de production agricole en Argentine, Roberto Bisang, Mercedes Campi et Guillermo Anlló mettent l'accent, notamment, sur la généralisation de la sous-traitance et sur la dissociation fréquente entre le statut de propriétaire des terres et celui d'acteur de la production. La réunion des facteurs de production (du foncier à l'expertise agronomique, en passant par les informations de marché) est le fait d'entrepreneurs agricoles à la recherche d'innovations et du maintien de la rentabilité de leur affaire. Les relations entretenues avec les acteurs agro-industriels sont modifiées et les impacts territoriaux nombreux.

\* En contrepoint de l'action privée, caractéristique de la situation argentine, le monde agricole brésilien est davantage l'objet de politiques publiques aux objectifs et aux instruments évolutifs. Sergio Pereira Leite décrypte l'action de l'Etat brésilien dans les années 2000, afin de mettre en exergue son rôle majeur dans l'expansion des agricultures entrepreneuriales, au gré de produits, d'acteurs et de régions de production plus particulièrement soutenus. Le soutien public différencié, qui s'appuie par exemple sur l'élaboration de lignes et d'instruments de financement dédiés à l'*agrobusiness*, est l'une des pièces maîtresses de la consolidation de ce modèle productif.

\* Cas illustratif des bouleversements actuels, la filière sucre-éthanol brésilienne vit à l'heure de l'intensification productive, des investissements et de l'expansion spatiale, avec un doublement des superficies et une forte hausse de la production au cours des années 2000. Marine Dubos-Raoul et Ève Anne Bühler relatent les conséquences à la fois spatiales et sociales de ces grandes évolutions, pour la région de Dourados (État du Mato Grosso do Sul - MS), où se déploie une frontière agricole de la canne emblématique de l'avancée des logiques capitalistes en agriculture.

En filigrane de ces travaux, la question se pose de savoir si les formes d'agricultures entrepreneuriales intègrent notamment les agricultures familiales capitalisées et intensives. Ou bien nous trouvons-nous face à des organisations aux rationalités et aux logiques de fonctionnement radicalement différentes ? Il en va de même pour les petites exploitations de plantation ou pour les grandes propriétés traditionnelles en voie d'intensification. Dans quelle mesure les agricultures entrepreneuriales constituent-elles une nouvelle catégorie porteuse de spécificités qui les singularise face à d'autres modes d'organisation de la production ? Ou bien sont-elles des organisations hybrides, spécifiques par leur management mais pouvant être portées par des organisations sociales aux modes de fonctionnement encore très ancrés dans les solidarités familiales ou dans l'oligarchie agraire typique du *latifundio* ? Par ailleurs, dans quelle mesure l'existence de ces formes, qui amorcent une rupture entre l'activité agricole et son inscription territoriale, remet-elle en cause la vision territoriale du développement rural en Amérique latine, qui donne lieu aujourd'hui à de nombreuses contributions ?

Ce dossier le montre : la poursuite de la caractérisation des agricultures entrepreneuriales porte des enjeux forts pour les sciences humaines et sociales, mais aussi pour les décideurs politiques, en particulier dans sa dimension comparative avec les formes plus classiques d'organisation de la production agricole.